

Recherches sociographiques



Pierre VADEBONCOEUR, *La ligne du risque*

Maurice Tremblay

Volume 4, Number 3, 1963

Un hommage à Léon Gérin 1863-1951

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055203ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055203ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tremblay, M. (1963). Review of [Pierre VADEBONCOEUR, *La ligne du risque*]. *Recherches sociographiques*, 4(3), 361–362. <https://doi.org/10.7202/055203ar>

COMPTES RENDUS

Pierre VADEBONCEUR, *La ligne du risque*, essais, Montréal, Les Éditions H.M.H., 1963, 286 p. (Collection *Constantes*.)

La ligne du risque, le titre même de l'ouvrage de Pierre Vadebonceur le situe sous le signe de l'engagement et de la contestation. Les essais de portée sociale qu'il contient, et qui sont les seuls que nous ayons retenus pour les fins de ce compte rendu, relèvent donc davantage de la philosophie que de la sociologie. Ce qui ne les soustrait pas pour autant à la critique sociologique, car les jugements de valeur de la philosophie sociale, bien qu'ils postulent certaines finalités collectives, s'appuient toujours sur une analyse de la situation, qui exige de soi la rigueur et l'objectivité des méthodes de la sociologie. Et ici, il faut rendre hommage à l'auteur de son souci de tenir compte de tous les facteurs explicatifs dans son analyse critique de la culture canadienne-française traditionnelle, du syndicalisme américain et de la guerre froide à laquelle sont consacrés ses principaux essais. Cependant, bien que l'explication sociologique du comportement humain laisse toujours subsister le problème de la responsabilité des agents sociaux, il nous semble que ses condamnations à l'emporte-pièce de certaines personnes et de certains groupes, accusés d'ignorance ou de mauvaise foi, ne tiennent pas suffisamment compte de leur conditionnement culturel et de la relativité de leur situation sociale.

Mais l'intransigeance de ses jugements de valeur découle davantage de la rigueur de la conception idéale de l'homme et de l'organisation sociale dont ils s'inspirent et dont certaines implications nous paraissent philosophiquement discutables.

Ainsi, nous sommes plusieurs à souscrire à sa critique de la culture canadienne-française traditionnelle, culture de retranchement et de conserve, figée dans le dogmatisme religieux généralisé et le conformisme social et, en tant que telle, hostile aux aventures de l'esprit qui cherche et qui crée ; mais je me demande, pour ma part, si l'auteur n'a pas été amené, par réaction, à exalter d'une façon exagérée la valeur sociale de la révolte et de l'hétérodoxie. D'abord, je crois que l'auteur me concéderait que la révolte n'a pas sa justification en elle-même, mais dans les valeurs dont elle se réclame. D'ailleurs sa sévérité pour la révolte des réactionnaires contre les idées nouvelles qu'il préconise l'implique. Au surplus, comment une révolte peut-elle devenir « révolution » sans établir un nouveau conformisme et exiger une nouvelle discipline sociale ? Une culture et une société doivent laisser sa place à l'hétérodoxie, sous peine de se stériliser, mais une culture et une société qui ne comporteraient que des Borduas sont proprement impensables.

Cette même exaltation de l'autonomie individuelle érigée en valeur absolue explique peut-être aussi la conception que l'auteur se fait de la démocratie comme étant le gouvernement du peuple par le peuple ; ce qui ne peut être vrai que dans un sens tout à fait métaphorique, surtout dans les sociétés modernes où les hommes ne peuvent aspirer tout au plus, par l'application du principe de la représentation, qu'à un contrôle plus ou moins indirect de leurs gouvernants.

Une conception moins ambitieuse de la démocratie ne m'empêche pas cependant de reconnaître avec l'auteur que l'un des reproches les plus fondamentaux que l'on puisse faire au capitalisme est d'accorder à des groupes d'intérêt, guidés par le motif privé du profit et non par le souci du bien général, un pouvoir exorbitant et irresponsable devant le peuple. On peut donc considérer que l'une des exigences de l'idéologie démocratique est de faire disparaître cette anomalie et que l'ambition socialiste rejoint ici l'idéal démocratique. On peut, par conséquent, déplorer avec l'auteur que cette ambition socialiste se soit éteinte aux États-Unis, même dans le syndicalisme, et espérer avec lui que, par un réveil de l'idéologie démocratique actuellement figée dans le statu quo de l'*American way of life*, ce grand pays, qui fut l'un des initiateurs de la démocratie dans le monde, soumettra au contrôle populaire et à la norme du bien commun sa prodigieuse puissance économique.

On pourrait discuter de la dose de « socialisme » qui est exigée à cette fin et, par conséquent, de la nécessité où seraient les États-Unis d'abolir toute forme de « capitalisme », mais ce que je voudrais contester c'est la valeur de modèle qu'offrirait au monde la démocratie américaine ainsi renouvelée. Je crois plutôt qu'à moins que le bien commun qu'elle s'assigne soit le bien commun universel, elle ne ferait qu'accentuer, par plus de démocratie, le scandale que constitue déjà pour les pays sous-développés la disparité énorme du standard de vie américain, qui tend sans cesse à s'accentuer en dépit des freinages du capitalisme. D'ailleurs, l'auteur ne reconnaît-il pas lui-même que la démocratie est un luxe de nantis que ne peuvent se payer les pays attardés dans la voie de leur développement ?

Et ici on peut regretter que l'auteur, dans la conclusion de son essai sur le syndicalisme américain, ne se soit pas situé dans les perspectives plus larges qu'il a adoptées dans son dernier essai sur la guerre froide, lequel, en dépit de certaines outrances, demeure le meilleur de l'ouvrage.

Maurice TREMBLAY

*Département de science politique,
Université Laval.*

Solange CHAPUT-ROLLAND et Gwethalyn GRAHAM, *Chers ennemis*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, 126 p. ; *Dear Enemies*, Toronto, The Macmillan Company Limited, 1963, 112 p.

Deux Canadiennes, l'une de langue française, l'autre de langue anglaise, se sont désespérées de l'absence de communication entre les deux univers culturels et linguistiques canadiens. Pour combler ce silence et cette distance, elles ont décidé une expérience épistolaire. Chacune, en dix lettres, a voulu dire à l'autre « ses quatre vérités ». Chacune, assumant le rôle de porte-parole de son groupe culturel, a tenté d'exposer, d'expliquer, de justifier les attitudes de celui-ci à l'égard de l'autre groupe. On assiste ainsi à ce que l'une des auteures définit comme « un dialogue entre les Canadas, français et anglais » (*sic*, p. 16). La tentative est inédite, l'intention est généreuse, le procédé est ingénieux. Survenant à un moment où plusieurs Canadiens vont se demander, en même temps qu'une commission royale, si une coopération sans feinte est possible entre francophones et anglophones en notre pays artificiel, un tel échange aurait pu éclairer par l'intérieur, au niveau du vécu, les tensions et les conflits de notre co-existence. Il aurait pu dépouiller certaines attitudes dans l'un et l'autre camps de leur carapace politique ou purement passionnelle.

Chers ennemis, cependant, n'atteint que partiellement ces objectifs. Tout au cours de ces lettres, on a encore une fois l'évidence que, du côté français, avant de pouvoir faire saisir à un interlocuteur anglophone le sens des éclatements actuels dans le Québec et l'explication des nouvelles attitudes politiques qui l'écartèlent, il faut de toute nécessité recourir à l'histoire. Sans quoi il n'est pas facile de faire comprendre les positions de *Cité libre* ou les opinions d'un André Laurendeau à quiconque ignore tout d'Honoré Mercier,